

Depuis 2007, les lois de finances prônent le dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux. Une fois de plus c'est le ministère de l'Education nationale le plus touché, avec 16.000 suppressions d'emplois, dont 600 administratifs.

Et la politique du ministre réussit le tour de force de rassembler toutes les colères.

En effet, les répercussions de cette austérité se font gravement sentir dès la maternelle. Le taux de scolarisation des 2 ans dans notre académie a baissé de 16.82%. Un enfant de 2 ans sur 3 était scolarisé en 2001, nous n'en scolarisons plus que 1 sur 7 à cette rentrée de septembre. Même si la diminution de la scolarisation en maternelle des plus petits, ne se fera pas de façon aussi radicale dans les établissements de l'éducation prioritaire, vous savez bien, que les catégories socioprofessionnelles défavorisées ne font que croître dans notre région, que ce soit dans les zones urbaines comme dans les zones rurales. Avec ces mesures, vous créez pour notre jeunesse, dès son plus jeune âge, une iniquité que rien ne viendra ensuite compenser.

Ce manque de moyens se répercute aussi dans les zones rurales de notre département avec des fermetures de classes, avec des regroupements d'écoles qui vont augmenter les temps de trajets et donc alourdir les rythmes scolaires. Passant outre toutes les recommandations concernant la maternelle et le primaire en général, Le nombre d'élèves par classe va lui aussi encore augmenter et l'aide à la difficulté scolaire que fournissent les RASED ne va qu'en s'amenuisant.

La colère se fera aussi sentir en collège. Confrontés à la hausse des effectifs des classes, à la multiplication des injonctions contradictoires, alors que le sentiment s'est installé de ne plus pouvoir normalement ni correctement effectuer son travail.

En lycée général, technologique ou professionnel, les contre-réformes ne sont qu'artifices pour diminuer les coûts. Comme celle des séries sciences et technologies industrielles (STI) et sciences et technologies de laboratoire (STL) dont les élèves seront les premières victimes, et cela dans l'impréparation la plus totale, dans des conditions inadmissibles et proches du plus profond mépris pour les personnels. L'Etat a formé et recruté des enseignants compétents pour ces formations nécessaires à l'industrie française, mais pour des raisons budgétaires de courte vue, il va pousser ces personnels à enseigner des contenus au nom ronflant éloignés du monde de l'industrie ou à quitter cette filière. C'est un gaspillage d'argent public et comme l'ensemble de la réforme des lycées c'est un mauvais coup porté à notre économie et notre jeunesse.

Dans le second degré, avec 741 heures en moins en dotation horaire globale pour les lycées, on raye de la carte de la Nièvre l'équivalent d'un lycée de la taille de celui de Cosne sur Loire ! La « rationalisation de l'offre scolaire » se traduit par une diminution sans précédent des spécialités de formation, des filières et des options, l'autonomie des établissements pour répartir les moyens permet de faire porter sur les chefs d'établissement les choix drastiques à faire.

En lycée professionnel ce sont 67 postes de PLP qui disparaissent. Les capacités d'accueil se réduisent, même dans les carrières sanitaires et sociales qui offrent pourtant des débouchés. Les élèves s'apercevront très vite, comme leurs collègues des disciplines industrielles, que les passerelles ne fonctionnent plus à quelques rares exceptions près, que ce soit entre CAP et Bac pro ou entre Bac pro et Bacs technologiques, et la transformation des spécialités de STI en champs professionnels, n'inversera pas cette tendance. Le Rectorat persiste à opérer des regroupements contre nature qui posent non seulement des problèmes

pédagogiques (examens différents, programmes différents, cursus de formation différents...) mais aussi des problèmes d'organisation, car ils sont consommateurs d'heures de dédoublement. Le recrutement des CAP reste très largement réservé aux élèves en grandes difficultés, même si ce caractère prioritaire n'est plus affiché. Mais là aussi on regroupe des spécialités pour faire des classes de 24, et leur faire cours en enseignement général en classe complète relève bien souvent de la gageure !!!

Ensuite, par quelle incompréhensible extravagance le ministère français de l'Éducation nationale s'est-il mis en tête de démolir la formation professionnelle des enseignants ? Le Président de la République a reconnu lui-même que son ministre s'était fourvoyé dans sa réforme ? Il faut revoir l'ensemble de la formation des enseignants avec l'objectif d'une réelle formation professionnelle préparant à toutes les dimensions du métier.

Dans ce panorama il faut ajouter la situation des titulaires remplaçants du second degré (les TZR), à qui l'on impose des conditions de travail insupportables, qui subissent des pressions inacceptables alliant menace et culpabilisation personnelle pour enseigner une autre discipline que celle de leur qualification. Il y a aussi des personnels d'éducation et de vie scolaire, toujours plus écartelés entre la mise en œuvre d'une politique sécuritaire et leur ambition d'un travail éducatif auprès des élèves.

Et encore les personnels d'orientation, sommés de multiplier les missions externes à l'Éducation nationale, ballottés de plates-formes dématérialisées en dispositifs d'orientation « tout au long de la vie », empêchés de remplir leurs missions premières dans les établissements et les CIO au service de la réussite scolaire.

En ce qui concerne les postes infirmiers, seules de nombreuses créations de postes permettraient de réaliser une réelle « couverture » dans chaque établissement et ainsi rendre aux élèves le service public qu'ils ont le droit d'attendre.

Nous n'oublierons pas non plus les postes administratifs qui se voient prélever 25 postes au niveau académique, pour effectuer les mêmes missions évidemment. Même les inspecteurs d'académie, par l'intermédiaire de leur syndicat, s'en émeuvent publiquement. Les personnels administratifs subissent les conséquences eux aussi de la politique de suppression d'emplois.

De la même façon les personnels précaires, allant de contrats en contrats, sont les « variable d'ajustement » d'une politique qui nie les qualifications et les principes fondateurs de la fonction publique d'État. A ce sujet la question des Emplois de Vie Scolaire est symptomatique. Ainsi les directeurs d'Ecole se sont vus supprimés l'aide administrative à laquelle ils ont droit. Ainsi la reconduction des contrats d'EVS est encore source de complications administratives, ainsi les EVS ne sont toujours pas reconnus comme faisant un métier à part entière et méritant d'être reconnu comme tel.

Au-delà de la réduction drastique des moyens, ce sont également les choix éducatifs faits qui dégradent les conditions de scolarisation et d'enseignements de l'ensemble des élèves : formation des enseignants, réforme des 3 voies du lycée, dispositif d'aide aux élèves en difficulté, abandon de l'éducation prioritaire... A cela s'ajoute des déclarations et des expérimentations qui remettent en cause la nature et le sens même de nos métiers. L'accompagnement personnalisé, présenté comme LA solution à l'échec scolaire rencontre de plus en plus de déception de la part des

élèves et de leur famille qui n'y trouvent pas ce qu'ils en attendaient. Ce dispositif laisse les enseignants désemparés d'autant plus qu'ils n'ont toujours pas été formés contrairement à ce qu'avait promis le ministre de l'Éducation Nationale.

Pour conclure c'est une autre politique, avec d'autres moyens, une nouvelle dynamique à tous les niveaux du système éducatif qu'il faut mettre en œuvre. Développer l'aide aux élèves en difficulté (RASED, travail en équipe de personnels en nombre et formés (copsy, AS, Infirmières, personnels administratifs, TOS, enseignants...), améliorer la scolarisation des moins de 3 ans, mettre en place une réelle formation des enseignants, assurer les remplacements des enseignants absents, relancer la politique d'éducation prioritaire, diminuer les effectifs dans les classes, assurer l'existence de toutes les sections et options... Voilà les urgences